

ÉDITO

# Le risque accru de métastase terroriste dans le Sahel

Par Hamidou ANNE



Hamidou Anne a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 2009, avant d'intégrer l'École nationale d'administration (ENA) française en 2010. Après son expérience en France, il a ensuite réintégré l'administration sénégalaise en tant que diplomate de 2009 à 2015. Il a été successivement conseiller au cabinet du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Culture et du maire de Dakar. Il a également été conseiller à la Présidence et membre du Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal Emergent. Il est aujourd'hui Senior Advisor d'ESL (Groupe NSI) à Dakar spécialisé dans les stratégies d'affaires publiques, d'analyse politique. Hamidou est diplômé de l'ENA et du Celsa en France et de l'Université Cheikh Anta Diop au Sénégal.

*Les attaques coordonnées du JNIM et du FLA au Mali, qui ont provoqué l'assassinat du ministre de la Défense, le général Sadio Camara, ont révélé une nouvelle fois l'ampleur du défi sécuritaire dans le pays. Elles ne sont pour autant guère surprenantes, tant le danger rôdait autour de la capitale depuis les attentats du 17 septembre 2025 contre une école de gendarmerie et l'aéroport de Bamako-Sénou. Depuis les coups d'État de 2020 et 2021 et l'installation progressive de la junte dirigée par le général Assimi Goïta, les promesses d'enrayer la menace djihadiste et touarègue au Nord peinent à être tenues. L'arrivée des sociétés militaires privées (SMP) russes, Wagner puis Africa Corps, ne permet pas au pays de recouvrer sa sécurité, en dépit des effets d'annonces. La perte de Kidal, ville symbole du nord malien qui avait été reconquise en 2023, en est la preuve la plus parlante. Par l'immensité de son territoire, la faiblesse de son État et l'ampleur de l'implantation de réseaux djihadistes, le Mali est le miroir des dangers qui menacent toute la sous-région.*

## Anatomie d'une crise

Quand un quarteron de colonels prenait le pouvoir en 2020 des mains du régime vieillissant du président Ibrahim Boubacar Keïta, c'était sous les vivats des foules qui saluaient ainsi la fin d'un régime devenu impopulaire et la promesse d'un souverainisme retrouvé. Les Maliens étaient éprouvés par une vie difficile et lassés par les manifes-

tations quotidiennes du Mouvement du 5 Juin - Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), autour de figures de l'opposition et religieuses, notamment l'Imam Mahmoud Dicko. La fin brutale de la première transition conduite par le duo Bah N'Daw et Moctar Ouane en 2021 et la maîtrise totale du pouvoir par les militaires ont eu lieu sans grande contestation. Les promesses d'une transition paisible, de restauration de l'ordre, du retour à la sécurité et de la pleine souveraineté sur le territoire avaient réussi à convaincre. Cinq années plus tard, les décisions de la junte ont conduit le Mali dans une impasse préoccupante : le pays est isolé sur la scène diplomatique et tiraillé de l'intérieur par le double front avec les terroristes islamistes du JNIM et les miliciens indépendantistes du FLA qui asphyxient désormais tout le territoire. Bamako a rompu avec la France, sur fond de discours souverainistes désormais très populaires en Afrique francophone, chassé les soldats onusiens de la MINUSMA et noué un partenariat avec Moscou, dont l'un des artisans était le défunt Sadio Camara. Le Mali a également parrainé la sortie commune de la CEDEAO avec le Burkina Faso du capitaine Ibrahim Traoré et le Niger du général Abdourahmane Tiani, ouvrant vers la création de l'Alliance des États du Sahel (AES).

## L'illusion souverainiste

Les juntes militaires du Sahel ont ainsi misé sur la brutalité dans la mise en œuvre de leur politique dite de rupture : fin du partenariat classique avec les anciens alliés, contrat avec des SMP russes, sortie de la CEDEAO, récusation – du moins dans le discours – du franc CFA, et prises de parole hostiles vis-à-vis de leurs voisins qui font le choix du maintien des équilibres géopolitiques régionaux, en l'occurrence la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Au plan intérieur, les libertés sont menacées, de nombreux médias fermés ou muselés, des journalistes et des militants arrêtés, voire enlevés et détenus au secret, et toute contestation publique des régimes est prohibée. Au Mali, l'avocat et opposant Mountaga Tall vient de rejoindre une longue liste de voix dissonantes désormais embastillées. Au Burkina, Guy Hervé Kam, avocat et opposant politique est aussi aux arrêts depuis près de deux ans, pendant qu'au Niger, l'ancien président Mohamed Bazoum, renversé en juillet 2023, est toujours en résidence surveillée. Malgré le tour de vis sécuritaire, les résultats sur le terrain ne sont guère probants dans la lutte contre le terrorisme. Les divers groupes armés continuent de commettre leurs forfaits contre les populations civiles et font subir aux armées sous-équipées et peu motivées de lourdes



© Demark, Shutterstock

perles. Les supplétifs étrangers sont davantage utilisés comme garde prétorienne, dans une logique de préservation des régimes militaires, qu'en première ligne face aux milices armées. Le retrait d'Africa Corps de Kidal, sur la base d'une négociation avec les milices touarègues, confirme les limites criantes de ce « partenariat » qui n'en a que le nom.

## Un risque accru de métastase

Il serait réducteur et illusoire de circonscrire le danger des groupes armés à l'unique espace de l'AES. Les régimes militaires, s'ils montrent de vrais signes de fragilité, ne sont pas les seules victimes, même si, par leur attitude, ils encouragent la pénétration djihadiste dans la région. Les démocraties du champ sont aussi visées, élargissant le spectre d'une métastase du cancer terroriste. Les alternances politiques sur fond d'élections régulières ne protègent en rien les populations de l'hydre djihadiste; le Bénin en est un exemple. Si Patrice Talon transmet démocratiquement le pouvoir à son successeur désigné, après deux mandats constitutionnels marqués par de profondes réformes économiques, il n'en demeure pas moins que le Bénin est dans le viseur du djihadisme régional. Le nord du pays, autour notamment du Parc national W, dans la zone des trois frontières, est visé régulièrement par des attaques de groupes armés qui parviennent à recruter au sein des populations civiles. En avril 2025, une attaque du JNIM a tué 54 soldats béninois. En ce mois de mars 2026, une offensive contre un camp militaire près du village de Kofouno, à 15 kilomètres de la frontière avec le Niger, a provoqué un bilan de 15 soldats tués et 5

blesés. Afin de tenter d'enrayer la menace, Cotonou a lancé en 2022 l'opération Mirador avec 5 000 hommes et un soutien en matière de formation et de logistique des États-Unis et de l'Union européenne.

Si la démocratie n'est pas un antidote infaillible face à la menace terroriste régionale, il n'en demeure pas moins que l'isolement des juntes – présenté par ces dernières comme un retour à la souveraineté –, les atteintes répétées aux droits humains et l'usage de l'appareil sécuritaire d'État à des fins de préservation d'un régime autoritaire, constituent un puissant levier accélérateur de la poussée djihadiste. Car les ressources publiques censées servir à la veille, à la surveillance des frontières et à l'engagement contre les groupes armés – en somme à la préservation de l'ordre public – sont utilisées à des fins personnelles, en dépit d'une propagande qui semble indiquer le contraire.

Le Mali est un révélateur des crises du Sahel. Par son inaction coupable, les juntes mettent en danger la région entière, confrontée à des groupes terroristes aux méthodes de plus en plus sophistiquées et brutales. Ces groupes profitent d'un terrain fertile pour recruter de jeunes combattants, notamment par le biais des exactions visant les populations peules au Burkina Faso et au Mali. Eu égard à la porosité des frontières, aux brassages familiaux de part et d'autre d'une frontière, à la libre circulation garantie par la CEDEAO et aux limites intrinsèques des appareils sécuritaires, c'est toute la région qui vit désormais sous la menace djihadiste. Pour rappel, au Sénégal, jusque-là épargné, les autorités, conscientes du danger, ont ren-

forcé la surveillance dans la partie est du pays, à la frontière malienne, depuis les attaques survenues à Diboli, à 2 kilomètres de la ville sénégalaise de Kidira. Les unités de gendarmerie du GARSISénégal (Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Intervention), financées par l'UE, y sont ainsi déployées pour faire face aux incursions possibles de groupes armés ●

**« Si la démocratie n'est pas un antidote infaillible face à la menace terroriste régionale, il n'en demeure pas moins que l'isolement des juntes (...), les atteintes répétées aux droits humains et l'usage de l'appareil sécuritaire d'État à des fins de préservation d'un régime autoritaire, constituent un puissant levier accélérateur de la poussée djihadiste. »**



© Maerk Fischer, Wikipedia

REGARD D'EXPERT

# Conflit au Moyen Orient : y a-t-il un risque d'enlèvement ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998,

puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

La prolongation du cessez-le-feu dans le conflit au Moyen orient constitue apparemment moins un moment de calme qu'une admission tacite de la guerre, sous sa forme classique, n'est plus l'option privilégiée, ni facilement réalisable. À sa place, on est peut-être entré dans une phase plus complexe et sans doute plus fragile : un conflit qui continue mais sous une forme modifiée, contenue, calibrée et constamment renégociée.

Après des semaines de confrontation directe, les États-Unis et l'Iran sont en effet engagés dans ce que l'on peut qualifier de guerre d'usure gérée. Le champ de bataille n'a pas disparu ; il a juste changé. La prolongation du cessez-le-feu, annoncée par le président Trump, n'est pas intervenue après une avancée majeure, mais dans une impasse, alors que Washington attend toujours une « proposition unifiée » acceptable de Téhéran pour relancer les négociations. Cela révèle la réalité sous-jacente : la diplomatie se poursuit sous médiation pakistanaise non pas parce que les conditions se sont améliorées, mais parce que les alternatives sont devenues trop coûteuses.

Pourtant, bien que les armes se soient relativement tues, le conflit lui-même ne s'est pas calmé : Il a migré vers l'espace maritime autour du détroit d'Ormuz, désormais l'axe central de pression et de contre-pression. L'Iran a alterné entre la restriction et la proposition de rouvrir le détroit, tandis que les États-Unis maintiennent un blocus naval explicitement lié aux exigences plus larges du programme nucléaire de Téhéran. Le résultat est une situation paradoxale, un cessez-le-feu aérien et terrestre, et une impasse en mer.

Ce changement reflète une transformation plus profonde de la nature du conflit. Aucun des deux camps ne peut obtenir une victoire décisive à un coût acceptable. Les États-Unis conservent une supériorité militaire écrasante, mais une guerre à grande échelle risque une déstabilisation régionale et un choc économique mondial. L'Iran en revanche ne peut pas vaincre militairement les États-Unis, mais cela ne lui est pas nécessaire. Sa stratégie est de perdurer, d'imposer des coûts et de tirer partie de sa géographie, en particulier sa proximité avec des voies énergétiques critiques, afin de pérenniser le régime et son pouvoir de négociation.

Dans ce contexte, le conflit s'est éloigné de la domination territoriale ou militaire pour se tourner vers le contrôle des points de pression. Le détroit d'Ormuz n'est pas seulement un point d'étranglement énergétique, il est devenu un instrument géopolitique. La capacité de l'Iran à perturber ou à conditionner l'accès au détroit lui confère un levier bien au-delà de ses capacités militaires conventionnelles, tandis que le blocus américain cherche à neutraliser ce levier en imposant une contre-pression.

Parallèlement les négociations se poursuivent sous médiation pakistanaise mais, à ce stade, sans convergence significative. Washington insiste sur un cadre global qui prenne pleinement en compte les ambitions nucléaires de l'Iran. Téhéran, en revanche, a cherché à découpler les enjeux, offrant des concessions sur l'accès maritime tout en résistant à des engagements plus profonds dans ses programmes stratégiques (nucléaire et balistique). Cette divergence n'est pas tactique, elle est structurelle : les États-Unis négocient une contrainte à long terme, l'Iran négocie un soulagement à court terme, en préservant ses options pour l'avenir.

La trajectoire la plus probable à court terme n'est donc pas la résolution mais une escalade contrôlée : des opérations limitées, des activités par procuration et une pression économique continue sont tous plausibles, voire attendus. Les responsables iraniens ont ainsi signalé l'éventualité d'une « confrontation limitée » avant la reprise des pourparlers, reflétant un schéma familier dans les conflits complexes : l'escalade comme prélude à la négociation, et non comme un échec.

Pourtant ce modèle de confrontation gérée comporte des risques inhérents. Contrairement à la guerre conventionnelle, qui suit des lignes d'escalade plus claires, cette phase se situe dans une zone grise où les lignes rouges sont ambiguës et les réponses calibrées mais incertaines. Un incident naval, une frappe mal calculée ou une escalade par des mandataires pourraient rapidement déstabiliser cet équilibre fragile.

Pour la région au sens large, les implications sont profondes. Le Moyen Orient n'est peut-être pas au bord de la guerre totale, mais il ne se dirige pas non plus vers la stabilité. Au contraire, il subsiste dans un état de suspension prolongée, où l'incertitude devient la condition déterminante : Les marchés de l'énergie restent volatils, les acteurs régionaux demeurent exposés et les puissances mondiales sont entraînées dans ce qui n'est plus une crise régionale.

La prolongation du cessez-le-feu n'a pas mis fin au conflit, elle l'a redéfini. Ce que nous observons n'est pas une paix qui prend forme, mais la gestion d'une crise ouverte à durée indéterminée dans un cadre de négociation et de pression. C'est un modèle qui peut durer un temps, mais il n'est pas intrinsèquement stable. La véritable question n'est donc plus de savoir si la guerre reviendra sous sa forme traditionnelle mais plutôt combien de temps ce fragile équilibre de confrontation contrôlée peut-il être maintenu avant qu'il ne se brise sous la pression économique mondiale ? ●

**« La trajectoire la plus probable à court terme n'est donc pas la résolution mais une escalade contrôlée : des opérations limitées, des activités par procuration et une pression économique continue sont tous plausibles, voire attendus. »**



REGARD D'EXPERTE

# Les influenceurs au Festival de Cannes 2026 : entre tabou et nécessité, le storytelling comme seule légitimité

Par **Alix NICAISE**



Diplômée d'un Master en Marketing Digital à L'IESEG Paris, Alix NICAISE a construit son expérience entre agences et annonceurs, en France comme à l'international. Après avoir développé ses compétences en stratégie

digitale, social media et influence chez Big Success et Flag, elle rejoint l'agence Labelium à Montréal pour se spécialiser en Paid Media. En 2024, elle pilote ces sujets chez Gemmyo en tant que Responsable Influence & Social Media, où elle allie créativité et vision stratégique pour renforcer l'image et l'engagement de la marque. Alix rejoint Antidox comme consultante pour renforcer l'équipe chargée des opérations avec les créateurs de contenus. Elle accompagnera également nos clients en social media et stratégies de communication digitale.

À quelques jours de l'ouverture du Festival de Cannes 2026, la tension monte d'un cran sur la Croisette. Les marques verrouillent leurs dispositifs, les agences affinent leurs castings et les créateurs préparent leurs formats. Dans cette mécanique désormais bien installée, un sujet continue pourtant de circuler en arrière-plan, sans jamais être traité frontalement : la légitimité des influenceurs sur le tapis rouge.

Ce n'est plus une nouveauté. Leur présence est aujourd'hui ancrée dans le fonctionnement du festival et de ses activations. Mais les avis, eux, restent profondément divisés. Comme le souligne un éditorialiste du *Monde* :

**« Le tapis rouge n'est pas un « photocall » pour réseaux sociaux, c'est le seuil d'une œuvre. Voir des créateurs de contenus y défilier sans lien avec le film présenté alimente le sentiment d'une foire aux vanités qui dénature le sacré du lieu. »**



© Denis Makarenko, Shutterstock

Ce constat met en lumière une tension durable entre deux logiques désormais coexistantes : celle d'un événement historique centré sur le cinéma et ses codes, et celle d'un écosystème médiatique où l'image circule en continu, instantanément et sans hiérarchie fixe.

## Un choc de cultures devenu structurel

Cannes reste structuré par des codes séculaires et une temporalité lente, tandis que l'influence repose sur l'instantanéité, la proximité et la narration quotidienne. Ces deux systèmes ne s'opposent pas frontalement, mais ils ne fonctionnent pas toujours selon les mêmes logiques.

La présence des créateurs s'est donc installée comme un élément durable du paysage cannois. Elle ne remet pas en cause le cœur du festival, mais s'ajoute comme un vecteur de visibilité et de médiation. C'est précisément pour cela que le débat persiste : non pas sur leur présence, mais sur la manière dont elle est pensée et justifiée.

Aujourd'hui, la différence entre une activation pertinente et une simple présence repose moins sur l'exposition que sur la cohérence du récit qui l'accompagne. Sans intention claire, l'invitation peut sembler décorative. Lorsqu'elle est construite, elle devient lisible et donc pleinement légitime.

## La convergence des industries : les créateurs comme relais du 7<sup>e</sup> art

C'est ici que s'opère un basculement important : les créateurs ne sont plus seulement des amplificateurs, ils sont devenus des canaux de diffusion à part entière du cinéma. Leurs plateformes prolongent l'existence des films en les intégrant dans des formats plus organiques, incarnés et accessibles.

Cette évolution explique leur présence croissante dans les festivals. Ils participent à la promotion des films, mais aussi à celle du Festival de Cannes lui-même, en rendant ses codes plus lisibles et en ouvrant ses contenus à des audiences plus jeunes, éloignées des médias traditionnels.

En parallèle, Cannes et ses partenaires transforment le festival en un temps fort stratégique pour les marques et les talents associés. Il devient une scène d'activation majeure où culture, luxe et divertissement se rencontrent.

Dans ce contexte, les marques ont intégré l'intérêt de travailler avec les créateurs en complément des talents du cinéma. L'enjeu n'est plus de les opposer, mais de les articuler.

L'exemple de BMW avec Léna Situations lors de l'édition 2023 illustre cette logique. La marque, partenaire du Festival, ne s'est pas limitée à une présence classique sur la Croisette ou à une exposition de véhicules. Elle a intégré la voiture dans un dispositif éditorial construit avec la créatrice.

BMW a mis à disposition une voiture électrique comme fil conducteur d'un contenu immersif : une version spéciale du « Vlog d'Août » adaptée à Cannes. Le format documente l'expérience du festival de l'intérieur : trajets vers les projections, arrivée au Palais, échanges dans la voiture autour des films en compétition et du rythme de l'événement.

Le véhicule n'est pas traité comme un objet de communication isolé, mais comme un espace narratif intégré au contenu. Il devient un support de l'expérience cannoise, cohérent avec le format déjà établi auprès de la communauté de la créatrice.

Cette activation illustre la logique actuelle : lorsque cinéma, créateurs et marques s'alignent, chacun trouve une place sans déséquilibrer l'ensemble. Le film reste central, le festival conserve son rôle historique, et la marque s'intègre comme facilitateur d'expérience.

## Du « paraître » au récit : la force de l'immersion stratégique

Cannes devient ainsi un point de convergence naturel entre ces univers. Le festival n'est plus seulement une vitrine, mais un espace de narration partagé. L'enjeu n'est pas la présence en soi, mais la manière dont elle est construite.

Le cas du film *Gourou* illustre cette mutation. Pierre Niney a activé les canaux des créateurs pour construire une promotion organique et créative. Sa collaboration avec Loris Giuliano<sup>1</sup> autour de la chanson « T'es mon gourou » a généré une forte viralité avant la sortie du film, jusqu'à une performance sur la scène de Bercy. La promotion devient alors co-création de contenu divertissant, intégré à des formats déjà existants.

Dans la même dynamique, plusieurs formats éditorialisés s'imposent comme de nouveaux espaces de narration autour du cinéma et des séries. Sally, avec ses interviews esthétiques et intimistes, comme celle d'Adèle Exarchopoulos<sup>2</sup>

pour *Chien 51*, propose une lecture plus incarnée des œuvres. Léna Situations, avec son podcast *Couch by Léna*, crée une proximité inédite entre le public et les figures du cinéma ou des séries, notamment lors de son échange avec Philippine Leroy-Beaulieu<sup>3</sup> pour *Emily in Paris*.



Ces formats ne sont plus périphériques : ils participent pleinement à la promotion culturelle. Ils humanisent les projets, installent une conversation continue et prolongent leur visibilité bien au-delà de leur sortie. Surtout, ils ne remplacent pas les canaux traditionnels, mais les complètent en enrichissant la manière dont les œuvres circulent et sont racontées.

C'est dans cette continuité que la présence des créateurs à Cannes prend tout son sens. Le festival devient un point de rencontre naturel : ils participent à la valorisation des films tout en contribuant à rendre l'événement plus accessible, en documentant et en racontant un univers souvent perçu comme codifié.

La présence des créateurs à Cannes est désormais une réalité installée de l'écosystème du festival. Elle continuera d'exister, indépendamment des débats qu'elle suscite encore.

Mais cette présence ne suffit pas à elle seule à créer de la légitimité. Ce qui la renforce aujourd'hui, c'est sa capacité à s'inscrire dans un récit clair et cohérent. Sans cela, elle peut sembler accessoire ; avec cela, elle devient un véritable levier de médiation entre œuvres, public et marques.

Cannes reste un festival de cinéma avant tout. Et c'est précisément dans cette continuité que s'inscrit cette évolution : non pas une transformation du lieu, mais une extension de ses récits ●

### Sources :

- <sup>1</sup> Loris Giuliano & Pierre Niney - L'hygiène
- <sup>2</sup> Rumeurs, IA, réseaux sociaux : un date avec Adèle Exarchopoulos SALLY (Youtube)
- <sup>3</sup> « Philippine Leroy-Beaulieu : Liberté, Désir, Féminité » COUCH by Lena Situations



### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.